

Monsieur le président du CESER, chers collègues, chers amis,

Après le formalisme traditionnel qui accompagne l'élection à la présidence de cette assemblée, c'est avec une grande émotion que je m'adresse à vous pour cette première prise de parole de ce nouveau mandat, mais aussi avec le sens des responsabilités qui m'incombent, qui nous incombent.

Émotion de retrouver cette assemblée, particulièrement riche en nouveaux visages : je veux souhaiter la bienvenue aux nouvelles et aux nouveaux élus, et un bon retour à celles et ceux qui ont déjà fréquenté ces bancs.

Emotion très personnelle aussi car ce temps d'élection a été marqué pour moi par la perte d'un ami très cher qui m'avait ouverte à l'engagement politique et je pense également à Paulette GUINCHARD qui était dans les bancs du public il y a six ans avec sa fragilité physique et son immense sourire. Je salue Rosette, la sœur de Raymond FORNI, venue de Belfort accompagnée d'un de nos colistiers du 1^{er} tour que je remercie encore pour son engagement.

Cette séance marque donc le terme de la campagne pour les élections régionales.

Une campagne particulière, marquée - surtout en son début - par la lente décrue de la crise sanitaire que notre pays traverse, et qui nous a tous obligés à inventer de nouvelles façons de faire campagne, de nouvelles manières d'interagir avec nos concitoyens.

Une campagne rendue singulière, aussi, du fait de la double élection – départementales et régionales – et plus encore marquée par l'incroyable défaillance organisationnelle dans la distribution de la propagande électorale qui a frappé plusieurs Régions, dont la nôtre. Il faudra en tirer toutes les conséquences, notamment dans la préparation des échéances essentielles qui attendent notre pays dans moins d'un an, afin que la démocratie française soit digne de ce que l'on peut, de ce que l'on doit attendre d'elle !

Comme chacun d'entre vous, le premier enseignement que je tire de ce scrutin, c'est bien le niveau beaucoup trop élevé de l'abstention. Notre Région, comme l'ensemble du territoire, n'y échappe pas, même si les Bourguignons-Francs-Comtois se sont un peu plus rendus aux urnes pour le second tour que la moyenne nationale.

Il faudra du temps et du recul pour analyser pleinement les raisons de cette participation en berne : défiance vis-à-vis du politique, contexte post-crise sanitaire, concomitance des deux scrutins, difficultés organisationnelles, échelons de collectivités peu lisibles... sans doute un peu tout cela. J'en tire surtout l'enseignement que nous avons devant nous une grande responsabilité, pour mieux faire connaître l'importance des politiques régionales dans la définition de stratégies d'avenir pour le territoire comme pour la mise en œuvre de politiques qui impactent réellement le quotidien. Une grande responsabilité, également, pour restaurer la confiance : l'exigence de sincérité, le respect de tous, l'importance de l'écoute, le refus de toute démagogie ou de la facilité... C'est ma conception de la politique. Mais nous devons aller au-delà, en associant les citoyennes et les citoyens à l'élaboration de nos politiques. Seule cette association permettra un changement durable : car partagé, car concerté ; un changement à même de recréer de la confiance et de rendre ses lettres de noblesse à l'action publique. Par ailleurs, je souhaite que nous relançons les travaux du comité d'éthique.

La campagne s'achève, je le disais, et un choix clair a été émis par les habitants de notre Région. Celui de reconduire la majorité sortante. Une majorité qui a évolué, avec les alliés d'hier : le PS et le PRG, avec la société civile, et avec de nouveaux alliés communistes et écologistes. Je suis fière d'avoir contribué à renforcer la diversité de notre majorité régionale, fière de voir revenir sur ses bancs des élus qui sauront apporter leurs spécificités à nos débats. J'ai entendu - j'entends encore - combien ces différences sont instrumentalisées ; eh bien, je veux vous dire, moi, que je ne les redoute pas, au contraire, car c'est une source de richesse qui nous permettra d'accélérer nos actions pour répondre aux urgences de notre temps.

Au moment d'entamer ce mandat, je veux également avoir une pensée pour toutes les belles rencontres qui ont émaillé la campagne, pour tous ces territoires sur lesquels nous nous sommes arrêtés, pour tous ces visages croisés. Autant de personnes qui se battent au quotidien pour faire réussir leurs entreprises, leurs territoires, leurs associations... Des gens qui se battent, pour préserver leurs droits, leurs emplois – et je veux ici avoir une forte pensée pour les salariés de MBF. Nous restons à leurs côtés, pour contribuer à l'effort de rebond et de reclassement et attirer sur Saint Claude de nouvelles entreprises.

Aujourd'hui, s'ouvre donc l'acte 2 de la vie de notre collectivité. Après un premier mandat largement consacré à faire fusionner nos collectivités et à initier de nouvelles politiques publiques, nous pourrons entièrement nous consacrer à l'approfondissement et à l'affermissement de l'action de la Région auprès de ses habitants et des territoires.

Le premier engagement que je veux prendre devant vous pour ce mandat, c'est celui de la différenciation de nos politiques publiques en direction des territoires. Notre Région est diverse, chaque territoire a des atouts et des difficultés spécifiques. Nous renforcerons donc nos outils pour agir en proximité, mener le travail de dentelle indispensable pour apporter des réponses au plus près des territoires. Et la différenciation, ce sera davantage de solidarité territoriale, en donnant plus aux territoires qui en ont le plus besoin.

Nous nous appuierons sur les élus locaux, et tout particulièrement les maires et les intercommunalités. La démarche de partenariat qui a été initiée pendant la crise sanitaire pour la construction des fonds régionaux dédiés au commerce de proximité doit être élargie. C'est une forte attente des territoires ! Si la fusion a pu donner le sentiment que la Région s'était éloignée, alors nous la rapprocherons !

Nous agissons pour une ruralité vivante, avec des politiques régionales tournées vers les nouvelles ruralités et le soutien aux « villages du futur. ». Il y a dans nos campagnes de belles réussites en matière de nouveaux services, d'usages du numérique, de nouvelles convivialités entre habitants qui doivent servir de démonstrateur de cette ruralité innovante. Dans cet objectif, nous renforcerons en particulier le programme ENVI (Espaces Nouveaux Villages Innovants) pour accompagner davantage de projets, qui apportent de nouveaux services à la population dans les territoires les plus ruraux.

Nous soutiendrons nos bourgs-centres qui sont des acteurs essentiels de l'équilibre des territoires. Ils sont les garants de l'existence d'un véritable maillage de notre Région et jouent un rôle majeur dans les services et dans les solidarités locales. Nous souhaitons contribuer à leur revitalisation, renforcer leur rôle de pôle de centralité dans des domaines variés comme l'économie locale, les services à la population, la santé, la culture ou le sport.

Nous soutiendrons le développement de nos pôles urbains, pour leur potentiel d'attractivité comme pour leur qualité de vie. Je pense en particulier aux quartiers, si souvent stigmatisés, et aux actions que nous continuerons à accompagner pour y renforcer la cohésion sociale.

C'est donc dans le cadre d'une véritable alliance des territoires associant étroitement les communes et les EPCI que je veux renforcer l'action de la Région.

Je n'oublie pas pour autant l'importance des Conseils départementaux, avec lesquels nous devons renforcer nos coopérations. Il y a là d'importantes marges de progression, même si dans le domaine social, notamment dans le lien entre insertion et formation, nous avons bien coopéré au cours du mandat passé, de même que sur le tourisme. Mais il y a d'autres axes à développer : je souhaite ainsi que nous coopérions sur la santé, sur l'eau ou sur des solutions partagées dans le domaine de l'habitat et de l'efficacité énergétique.

La coopération État / Région est également au cœur du fonctionnement de notre collectivité, même si sur ce point, je ne peux que regretter que les choses ne se fassent, depuis quelques années, que dans le sens descendant, à tel point qu'on ne peut plus vraiment parler de coopération, mais bel et bien de l'émergence d'un nouveau centralisme rampant !

Les dispositifs réglés « d'en haut » pendant la crise sanitaire, la loi 4D dépourvue de tout contenu, la gestion de la relance par un empilement de directives, le peu de place laissé aux initiatives des collectivités... ce n'est pas ce que l'on peut appeler de la décentralisation.

La coopération, c'est aussi la manière dont nous nous tournons vers l'international : l'approfondissement des relations avec nos voisins suisses, le travail avec l'Union européenne, l'action internationale tant pour valoriser et faire rayonner notre territoire que pour mener des actions de solidarité, vers les pays en développement. Tout cela fera bien sûr continuera à faire l'objet d'une très grande attention de notre part.

Et puisque j'évoque le rayonnement de notre Région, je veux dire quelques mots d'un défi essentiel pour l'avenir de nos territoires : celui de notre attractivité. Certes,

nous pouvons être fiers d'attirer les investisseurs (nous sommes la 6^{ème} Région au niveau national, la 8^{ème} au niveau européen dans ce domaine) ; nous pouvons être fiers de nos réussites en matière touristique, mais il reste à faire pour que notre Région attire davantage de nouveaux habitants, attire davantage la jeunesse, offre plus de perspectives aux jeunes. Nous prolongerons donc l'important travail déjà engagé au service de l'attractivité de notre région : une délégation particulière lui sera consacrée et l'ensemble de nos politiques devront poursuivre ce cap. Politiques qui auront pour socles les trois piliers que j'ai développés tout au long de ces semaines passées.

D'abord, le pilier de l'emploi.

La crise sanitaire que notre pays traverse a fortement impacté notre économie, et l'action de la Région sera d'autant plus essentielle dans les mois à venir pour accompagner la reprise de l'activité économique, préserver les emplois, protéger les compétences. Notre Plan d'Accélération de l'Investissement Régional continuera à se déployer et à être ajusté au plus près pour que les moyens considérables que nous mettons en œuvre bénéficient pleinement à la reprise économique et donc à l'emploi. Pour les chantiers propres à la Région, nous n'appliquerons pas les pénalités de retard pour les acteurs du bâtiment, du fait de la pénurie actuelle sur les approvisionnements en matériaux.

Agir pour l'emploi, c'est bel et bien marcher sur deux jambes, en misant à la fois sur le développement économique et sur la mise en place de nouvelles solidarités.

C'est utiliser pleinement le levier de la formation professionnelle, qui est le premier rempart que la Région peut mettre en œuvre. Former aux métiers de demain, former pour permettre aux entreprises de se diversifier et de rebondir, former tout au long de la vie, depuis les savoirs de base jusqu'aux techniques de pointe pour garantir une chance et un nouveau départ à tous : c'est la première des protections que nous devons aux habitants de notre Région.

Nous poursuivrons nos actions en direction des lycées, en particulier de nos filières professionnelles, pour redonner de l'appétence pour les filières manuelles et techniques qui recrutent. Il faut retrouver de la fierté pour les métiers de l'industrie mais aussi agricoles et, à ce titre, la campagne actuellement lancée au niveau

national par le ministère de l'Agriculture est à saluer. Nous renforcerons nos outils pour aider les jeunes à s'orienter, en nous adaptant à leurs pratiques, je pense en particulier à l'usage du numérique.

Agir pour l'emploi, c'est aussi soutenir nos entreprises, nos PME, nos ETI à tous les stades de leur développement, dans tous les secteurs. Dans ce contexte post- COVID, je pense aux nombreuses entreprises qui ont dû emprunter pendant la crise pour s'assurer leurs liquidités. Le remboursement de ces emprunts sera un enjeu, et plus encore le fait d'avoir à disposition des fonds propres pour se développer, pour investir et pour innover, condition fondamentale de la reprise. Nous y serons donc vigilants, en mobilisant des outils régionaux déjà existants et en créant des outils dédiés spécifiquement à cet objet.

La réindustrialisation, les reconversions de même que la relocalisation d'activités économiques continueront d'être au cœur de notre action. La transition industrielle sera au cœur du mandat avec le développement de nouvelles filières créatrices d'emplois, comme les bio-technologies, les énergies vertes, l'hydrogène ... A cet égard, je pense dans notre région automobile, à la transition de la filière automobile, fortement impactée par la fin programmée du moteur thermique. Nous devons être au rendez-vous pour mettre tout le tissu économique régional en ordre de bataille, en particulier la sous-traitance, pour répondre aux besoins de formation initiale et continue et aux enjeux de relocalisation de la production de pièces.

Nous soutiendrons également toutes les entreprises dans les efforts indispensables à mener pour des modes de production plus vertueux sur le plan environnemental. Beaucoup d'acteurs économiques se sont déjà emparés du sujet avec succès, il nous faut être à leur côté, il nous faut aller plus loin. Le développement éco est également lié à la transition numérique : grandes entreprises, PME, commerces. Evolution inéluctable que nous devons accompagner sans oublier les habitants de notre région qui sont en difficultés avec ces usages du numérique.

Agir pour l'emploi, c'est aussi agir pour l'économie de proximité. Comme nous l'avons fait durant la crise sanitaire, c'est en pleine association avec les territoires que nous agissons pour renforcer le développement de l'économie locale, du commerce et de l'artisanat de proximité.

Le soutien à l'innovation, à l'enseignement supérieur, à la recherche resteront des priorités, et nous avons beaucoup d'atouts en la matière ! C'est en Bourgogne-Franche-Comté que s'invente le véhicule du futur, les énergies de demain. Nous avons de véritables pépites dans des domaines aussi variés, je viens de le dire, que les biotechnologies, l'hydrogène, l'agro-alimentaire, les microtechniques... Les innovations de nos laboratoires aujourd'hui sont les emplois de demain ! Et il y a donc un enjeu fondamental à ce que la Région continue de s'y impliquer. L'excellence des résultats scientifiques de nos universités ne leur a malgré tout pas permis de conserver le label I-Site, ce que je déplore fortement, tant les forces de nos laboratoires sont reconnues nationalement et internationalement. Une stratégie post I-site est donc à construire. Nous y prendrons toute notre part, car les destins de la Région et de l'enseignement supérieur sont liés.

Enfin, je voudrais souligner que nous continuerons à soutenir une vision d'un développement économique au service de l'humain. Je veux insister sur le soutien à l'économie sociale et solidaire, et sur le potentiel d'innovations sociales, écologiques et sociétales que porte ce secteur.

Nous poursuivrons également avec volontarisme la mise en œuvre d'un véritable dialogue social territorial qui nous a permis d'être la seule Région à nous doter d'une charte tripartite fixant des objectifs sociaux aux entreprises, nous continuerons à la faire vivre et à enrichir cette démarche au cours du mandat. Il nous faut absolument faire vivre, pousser la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Par ailleurs, nous savons tous combien notre Région est une Région où l'agriculture est essentielle. L'enjeu majeur, c'est en premier lieu le revenu des agriculteurs. Nous devons contribuer à ce que nos agriculteurs soient en mesure de se construire des revenus dignes du travail qu'ils accomplissent. Nous créerons dans cet objectif une marque « Juste et local » et nous accompagnerons les exploitations dans des projets de diversification de leurs revenus.

Les premières conséquences du changement climatique impactent de plein fouet le monde agricole. Nous mobiliserons toute notre vigilance pour être aux côtés de la profession face aux aléas climatiques, comme les épisodes de sécheresse des années passées, le gel de cet hiver, et encore la grêle, ces derniers jours. Nous soutiendrons également l'adaptation des exploitations vers des pratiques agricoles toujours plus vertueuses en massifiant un outil qui a fait ses preuves : l'audit pour les

exploitations, désormais audit bas carbone. Nous serons également attentifs aux modes de production raisonnés et au développement de l'agriculture biologique.

2^{ème} pilier de notre action : la transition écologique.

Nous parlons tous très souvent de ce que nous devons faire en direction de la jeunesse : je suis convaincue que le premier devoir que nous avons envers les jeunes, c'est bel et bien de veiller à l'état de notre planète, à l'environnement dans lequel ils grandiront, et à la température qu'il fera lorsqu'ils seront plus âgés !

En l'espace d'une semaine, nous avons eu un rapport très alarmiste du GIEC, et une situation « brûlante » dans l'ouest du Canada qui nous rappelle combien les transitions écologiques et énergétiques sont impérieuses.

Nous avons largement anticipé au cours du mandat passé, en faisant des transitions énergétiques et environnementales une grande cause régionale, en inscrivant les Objectifs de développement durable des Nations unies au cœur de l'action régionale, mais aussi en dotant notre collectivité d'une notation extra-financière pour évaluer son action en termes de développement durable.

L'enjeu du mandat qui s'ouvre sera donc bien d'amplifier, de massifier cette action, car l'urgence écologique se fait chaque jour plus pressante, et chacun voit bien qu'il y a une absolue nécessité à accélérer.

La sobriété énergétique, la décarbonation des ressources seront nos premiers leviers d'actions.

On le dit souvent, la meilleure énergie, c'est celle qu'on ne consomme pas ! Nous avons doté la Région d'outils essentiels en matière d'économies d'énergie, avec notre service public de l'efficacité énergétique et un programme qui a fait ses preuves : Effilogis. L'accélération de l'isolation de l'habitat individuel comme des logements sociaux sera donc une priorité. C'est bon pour la planète, mais c'est bon, aussi pour le pouvoir d'achat des habitants. Nous serons également aux côtés des collectivités locales, et des entreprises pour accompagner leurs efforts dans ce domaine.

La sobriété dans l'utilisation des ressources, c'est aussi plus de soutien au développement de l'économie circulaire, qui permet de réutiliser et de recycler au lieu de jeter, et qui doit davantage s'ancrer dans nos comportements.

En parallèle, nous accompagnerons la croissance des énergies renouvelables dans toute notre Région.

Notre compétence mobilité, qui représente un tiers du budget régional, 700 M€ est un autre levier essentiel dans la transition écologique. Ce sont nos TER et les bus régionaux, dont l'offre doit être un véritable moteur pour la croissance des mobilités décarbonées. Nous nous fixons des objectifs ambitieux : le zéro diesel à la fin du mandat pour les trains, et la réduction de moitié du recours au diesel en ce qui concerne nos bus.

Mais surtout, nous miserons également sur la mise en œuvre de la loi LOM pour expérimenter et innover partout, sur tous les territoires, en matière de mobilités durables et dans les mobilités partout et pour tous. Ce sera un enjeu majeur de ce mandat, à la fois pour répondre au défi du désenclavement et au sentiment d'abandon qui existe dans certains de nos territoires, et aussi pour être au rendez-vous de la transition énergétique.

Agir pour la préservation de l'environnement, et donc pour notre cadre de vie, sera une autre de nos boussoles. La régulation de l'artificialisation des terres est un enjeu essentiel sur lequel nous avons pris des engagements forts que nous souhaitons accélérer. Nous agirons pour restaurer les continuités écologiques, avec un renforcement du soutien à la plantation d'arbres, de haies, de bocages, une amplification de notre soutien à la préservation de la biodiversité et des expérimentations en matière d'efficacité vertueuse des forêts.

Nous voulons faire de l'eau une grande cause régionale. La loi ne nous confie pas de compétences particulières dans ce domaine, mais je souhaite que la Région s'y investisse, dans une logique de copilotage avec l'État donc en lien avec le projet de l'Etat de mettre en place une grande Conférence de l'eau en Bourgogne-Franche-Comté. C'est un sujet éminemment complexe, avec d'une part la diminution de la ressource en eau et la qualité très préoccupante de certaines de nos rivières.

Mais c'est une thématique qui mobilise des intervenants variés : les EPCI, les départements, les agences de l'eau, l'État ; un secteur où chacun agit, pas forcément toujours dans la même direction. Le besoin de coordination est urgent et flagrant, et je veux que, sur ce sujet, la Région tienne toute sa place. Et je ferai en sorte que la thématique de l'eau devienne un nouvel axe de nos politiques territoriales, et tout particulièrement dans nos prochaines contractualisations.

La transition écologique est un combat qui ne sera réussi que s'il est partagé par tous. Nos sociétés font face à de grands changements, qui imposent des solutions co-construites, des solutions expliquées, acceptées, afin que nous puissions bâtir, ensemble, les politiques durables de demain. Je crois en l'importance des exemples de bonnes pratiques, des réseaux citoyens pour montrer la bonne direction, car beaucoup ont déjà pris de l'avance et sont autant de militants de la transition qu'il nous appartient de soutenir.

Troisième pilier pour terminer, celui qui m'est très cher, celui de la fraternité.

Nous vivons dans un monde toujours plus complexe, qui doit mener à bien d'importantes transitions, d'importantes métamorphoses. Nos sociétés tendent à se fragmenter toujours davantage... A cela s'est ajoutée une crise sanitaire qui a brisé bien des repères. Face à un contexte vécu de manière anxiogène par beaucoup, je pense que la Région a un rôle à jouer, pour amener de la cohésion, de la solidarité et du bien vivre ensemble.

Dans ce contexte si particulier, notre majorité ne cédera jamais aux discours qui visent à diviser, à l'exacerbation des différences qui peut aller chez certains jusqu'à une haine aveugle.

Nous voulons au contraire, nous appuyer sur une valeur qui devrait tous nous rassembler, puisque c'est le troisième pilier de notre devise républicaine : la fraternité.

Nous agissons donc pour renforcer la compréhension et le respect du principe de laïcité, si précieux dans notre République, pour lutter contre toutes les

discriminations, pour l'égalité femmes-hommes et pour encourager la participation des citoyens.

Nous voulons faire de la jeunesse une des priorités du mandat. La jeunesse, ou plutôt les jeunesses, qui ont été si affectées par la crise sanitaire : une jeunesse mise sous cloche, avec des inégalités qui se sont accrues, des situations de souffrances sociales, dans le monde étudiant notamment mais aussi, pour lesquelles nous avons souhaité apporter de premières réponses au cours du précédent mandat.

Mais nous voulons aller plus loin, d'abord en impliquant les jeunes dans les décisions qui les concernent. Car si les jeunes sont souvent éloignés de la chose politique, ils ne le sont pas des grandes causes de notre société. Nous lancerons donc une démarche participative, pour aboutir avec les jeunes à la création d'une instance dédiée qui leur sera consacrée, sous la forme qui leur correspondra le mieux, qui leur permettra d'interagir directement avec les politiques régionales. Nous agirons également dans nos lycées, pour promouvoir les initiatives citoyennes, la laïcité, l'engagement sous toutes ses formes. Nous y maintiendrons un niveau d'investissement élevé. Nous agirons aussi en direction des étudiants, en cherchant avec le CROUS de nouvelles solidarités pour réduire les situations de précarité. Nous agirons en direction des jeunes qui souhaitent innover, en les aidant à entreprendre. Nous veillerons à la relève générationnelle dans l'agriculture, en soutenant l'installation. Enfin, la carte Avantages Jeunes sera renforcée, en particulier par des offres pour faciliter la mobilité des jeunes.

Nous continuerons à soutenir le secteur de la culture, qui ne sera jamais une variable d'ajustement budgétaire, et qui doit être partagé avec tous et sur tous les territoires et puis le sport, de la pratique de loisir jusqu'au plus haut niveau, parce que le sport est vecteur de fraternité, vecteur de valeurs ; la vie associative, à la fois ferment de la cohésion sociale, mais également secteur économique à part entière, porteur d'emplois.

Nous œuvrerons à une société plus inclusive, en particulier dans le secteur du handicap. Les actions visant à la mise en accessibilité dans les mobilités, dans les formations, dans nos lycées mais aussi dans le secteur de la culture, du sport, des loisirs ou du tourisme seront amplifiées. Je veux également que la Région s'implique dans de nouvelles actions, en particulier dans le soutien à l'adaptation de l'habitat au handicap.

Et nous veillerons à rendre notre collectivité plus accessible pour les citoyens, je pense en particulier à ceux d'entre eux qui ont des difficultés à comprendre, en généralisant l'usage du « Facile à Lire et à Comprendre » dans nos documents institutionnels, dans nos règlements d'intervention et sur nos outils numériques.

Pour la mise en œuvre de tous ces objectifs, je sais pouvoir compter sur une administration solide et, dans les lycées, sur une contribution efficace de nos agents au service public éducatif. Et je sais pouvoir compter, Monsieur le Directeur général, sur votre dévouement indéfectible à la cause publique.

Nous allons donc écrire ensemble une nouvelle page de l'histoire de notre collectivité. Je veux vous dire ma confiance et mon enthousiasme à mettre en œuvre avec vous les engagements pris au cours de la campagne. Je le ferai comme jusqu'à présent avec un engagement total, sans autre ambition que de servir les habitants et les territoires de notre Région.

Je vais terminer par des propos d'Albert Camus, extrait du livre de Jean Bilbaum intitulé « Le Courage de la nuance », car ce livre fut mon repère pendant toutes ces dernières semaines – il m'avait été recommandé par cet ami très cher disparu le jour du 1^{er} tour.

« Aujourd'hui, disait Albert Camus on dit d'un homme, c'est un homme équilibré avec une manière de dédain. En fait, l'équilibre est un effort et un courage de tout instant. La société qui aura ce courage est la vraie société de l'Avenir.

Notre monde n'a pas besoin d'âmes tièdes. Il a besoin de cœurs brûlants qui sachent faire à la modération sa juste place. »

Je vous remercie.